

SOMMAIRE FINANCIER

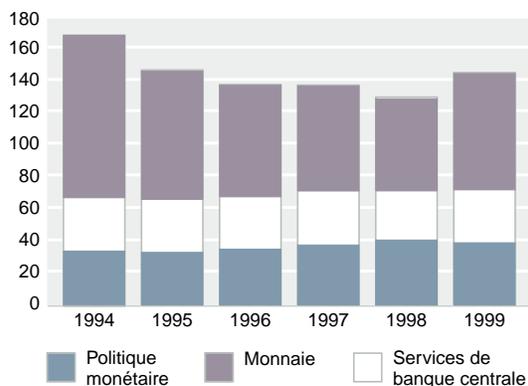
Les dépenses d'exploitation

Politique monétaire, monnaie et services de banque centrale

En 1995, la Banque a entrepris une revue des activités qu'elle mène dans le cadre de ses fonctions essentielles – politique monétaire, monnaie et services de banque centrale – afin de se concentrer davantage sur les objectifs qu'elle poursuit en matière de politique publique, sur les besoins de ses clients et sur l'efficacité et l'efficacités de ses opérations. Par suite de cette revue, les dépenses d'exploitation de la Banque avaient diminué de 39 millions de dollars en termes nets pour s'établir à 129 millions de dollars en 1998.

Dépenses d'exploitation

Politique monétaire, monnaie et services de banque centrale
Millions de \$



Les dépenses se sont réinscrites en hausse en 1999 pour atteindre près de 145 millions de dollars, ce qui tient presque entièrement à la décision de la Banque d'avancer, par mesure de prudence, les commandes de billets de banque prévues à l'origine pour les années 2000 et 2001, et ce, afin de pouvoir satisfaire à l'accroissement de la demande de billets qu'auraient pu provoquer les craintes suscitées par le passage à l'an 2000. Si l'on exclut cette

dépense spéciale, on constate que l'ensemble des coûts liés aux trois fonctions essentielles est demeuré inchangé par rapport à 1998. Le surcroît de dépenses attribuable à l'adaptation des systèmes à l'an 2000 et à la planification des mesures de contingence ainsi que les investissements dans de nouveaux systèmes informatiques ont été contrebalancés par la baisse du coût des immeubles – la Banque ayant vendu certains édifices les années précédentes – et par les recettes découlant des ventes du matériau optique de sûreté.

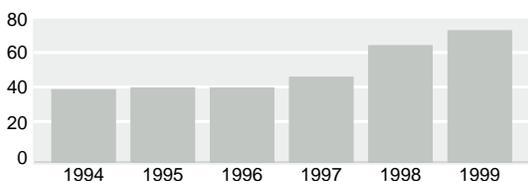
Durant l'année qui vient, les dépenses d'exploitation liées aux trois fonctions essentielles de la Banque devraient diminuer dans l'ensemble de 7 à 10 % par rapport aux 145 millions de dollars engagés en 1999, grâce à une réduction des besoins d'impression de billets de banque. Au sein de la fonction Services de banque centrale, les investissements viseront surtout à accroître l'efficacité des opérations. Pour ce qui est de la fonction Politique monétaire, les efforts porteront sur l'amélioration continue des communications et des programmes de présence régionale.

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

La Banque fournit des services à Placements Épargne Canada, l'agence du ministère des Finances chargée du programme de placement des titres au détail, depuis que celle-ci a été créée en 1996. Au cours de cette période, les dépenses ont augmenté considérablement, passant de 42 millions de dollars en 1996 à 74 millions en 1999. Cette hausse s'explique par les changements apportés aux principaux systèmes informatiques et par l'accroissement des effectifs auquel il a fallu procéder en vue d'appuyer une plus vaste gamme de produits et de services à la clientèle. Les dépenses incluent les coûts des travaux requis pour adapter les systèmes informatiques à l'an 2000 et ceux de l'élaboration des plans de contingence.

Dépenses d'exploitation

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers
Millions de \$



En l'an 2000, les Services relatifs aux titres destinés aux particuliers s'efforceront de terminer la réorientation majeure des activités entreprise au cours des dernières années. Toutes les dépenses qui doivent être engagées pour appuyer le programme de placement des titres au détail seront recouvrées du gouvernement fédéral, comme c'est le cas depuis que la loi pertinente a été modifiée au milieu de 1997 afin de permettre à la Banque de facturer les services qu'elle fournit à cet égard.

Les revenus de placement

Les revenus que la Banque tire de ses placements ont totalisé 1,9 milliard de dollars en 1999, ce qui représente une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente. Ces gains proviennent surtout des intérêts produits par le portefeuille de titres d'État que la Banque détient principalement en contrepartie des billets de banque qu'elle émet. Les revenus nets versés par la Banque au gouvernement canadien se sont établis à 1,8 milliard de dollars en 1999.

Les revenus nets de la Banque ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de sa gestion. La Banque intervient sur les marchés financiers pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus, lesquels sont en grande partie fonction du niveau des taux d'intérêt. Pour ces raisons, le niveau des dépenses d'exploitation est un meilleur indicateur de l'utilisation que la Banque fait des deniers publics.

